



ASSOCIATION DES FRANÇAIS FONCTIONNAIRES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COMPTE-RENDU DE LA CONFÉRENCE-DEBAT DU 07 MARS 2002 AVEC
CHRISTIAN LEQUESNE

« L'ENJEU DE L'EUROPE DANS LE DEBAT ELECTORAL FRANÇAIS »

CR rédigé par Gilles Guillard / AVERTISSEMENT : seul le texte prononcé fait foi.

Christian Lequesne a d'emblée marqué sa volonté d'élargir son propos, en abordant également la position actuelle de la société et de la classe politique françaises face aux principales échéances de l'Union Européenne.

1. L'EUROPE DANS LE DEBAT ELECTORAL FRANÇAIS :

Le premier constat qui s'impose dans ce cadre est celui de la faiblesse du débat : le thème européen est en effet peu présent dans la campagne électorale, alors même que l'actualité fait apparaître des succès non négligeables du processus d'intégration communautaire, tels que l'introduction de la monnaie unique ou la mise en place de la Convention.

Pour autant, ce constat n'est pas une nouveauté et s'explique selon l'orateur par les principaux facteurs suivants :

- (1) **Les clivages sur l'Europe en France n'épousent pas le clivage classique droite/gauche qui continue à s'imposer lors de toutes échéances électorales.** L'intervenant souligne notamment que le refus de M. Delors de se présenter aux élections de 1995 résulterait entre autres de cette impossible recomposition du paysage électoral – dont le candidat potentiel aurait eu besoin pour soutenir pleinement son action ;
- (2) **Un facteur conjoncturel : les deux principaux candidats sont en même temps les deux protagonistes de la cohabitation.** Or, l'intervenant constate que celle-ci aurait asséché d'avantage qu'on ne pouvait le penser l'activisme sur l'Europe ;
- (3) **Un facteur sociologique : par rapport aux générations politiques précédentes, la génération actuelle n'est pas marquée par les mêmes positions vis-à-vis de l'Europe,** d'une part parce que sa participation au processus de construction communautaire s'est banalisée, et d'autre part parce que la mémoire de la guerre ne serait plus présente parmi les élites politiques au pouvoir. Un constat similaire peut être fait dans les rangs des militants de la cause européenne ;

Deux grandes séries de conséquences peuvent être tirées de ce qui précède. En premier lieu, le thème de l'Europe apparaît délibérément occulté dans la campagne:

- **Pour les deux principaux candidats, le message actuel consiste surtout à « ménager la chèvre et le chou », en particulier sur l'avenir institutionnel de l'Europe.** La formule la plus usitée pour ce faire est celle de la « *fédération d'Etats-Nations* », concept creux qui aurait été créé à l'origine uniquement pour faciliter le compromis politique. *De facto*, tous ceux qui ne souhaitent pas aller de l'avant se retrouvent aujourd'hui dans cette notion. Ce propos doit toutefois être nuancé dans la mesure où ni M. Chirac, ni M. Jospin ne se retrouvent pour autant dans le concept d'Europe des Nations ;
- Comme dans la majorité des campagnes électorales, **les propositions économiques et sociales occupent le devant de la scène : il est toutefois frappant de constater que dans le débat actuel, les candidats font comme si celles-ci n'avaient aucun impact au niveau communautaire.** A titre d'exemple : la récente proposition de M. Chirac de baisser la pression fiscale de près de 30 % (outre le fait que l'on puisse avoir des doutes sur la crédibilité d'une telle proposition) n'a été à aucun moment abordée sous l'angle de ses implications potentielles au niveau communautaire (hormis peut-être par M. Chevènement), notamment au regard des impératifs du Pacte de stabilité ;
- **Enfin, les thèmes positifs et faisant état d'avancées importantes de la construction communautaire sont peu exploités**, en vertu de l'idée diffuse de « *ne pas ouvrir la boîte de Pandore* » ;

***A contrario*, le thème européen pourrait bien être abordé sous un angle exclusivement négatif :**

- **L'Europe apparaîtra peut-être comme un thème explicite dans la campagne par le seul biais des candidats qui la critiquent.** A cet égard, « *MM. Chevènement ou Pasqua pourraient bien donner le LA* » ;
- L'exemple de M. Chevènement est d'ailleurs particulièrement probant : celui-ci serait en effet le dernier à incarner une vision de la France gaulliste classique, à la fois parce qu'il y a chez lui l'idée que la démocratie ne peut s'incarner au-delà de l'Etat-nation (la démocratie n'étant par extension pas concevable au niveau supranational), et que l'Europe ne peut être qu'intergouvernementale avec une « *direction* » se devant d'être assurée par les « *grands* » pays européens. D'où la discrétion de M. Chevènement sur le sujet de la Convention...

La question qui se pose dès lors est de savoir si les candidats généralement critiques sur la thématique communautaire vont forcer les autres à se positionner sur l'Europe ? Christian Lequesne exprime certains doutes à cet égard : **il est en effet loin d'être**

garanti que l'Europe supplante dans le débat électoral les thèmes républicains plus classiques tels que la sécurité ou la Corse par exemple.

Force est de constater en tous cas que la somme des pourcentages des candidats opposés - ou à tout le moins réticents - à l'Europe est assez élevée (à cet égard, les deux principales critiques avancées sont immuables : l'UE serait d'une part le cheval de Troie de la mondialisation, et apparaît d'autre part comme anti-démocratique). Un constat similaire peut-être fait au niveau européen au vu de l'émergence d'un courant conduit par M. Berlusconi en Italie, M. Haider en Autriche ou encore M. Stoïber en Allemagne, et qui serait également relayé par les dirigeants dans certains pays candidats à l'adhésion. Il est enfin frappant que deux des délégués à la Convention soient affiliés à des partis de tendance extrémiste de droite. **Pour l'orateur, il n'est donc pas exclu que l'on assiste actuellement à la reconstitution d'un courant politique autour du concept de la Nation en Europe...**

Pour Christian Lequesne, les candidats ne devraient toutefois pas pouvoir se permettre de faire l'économie d'aborder les quatre grands thèmes suivants sur l'Europe dans le cadre de la campagne en cours :

- (1) **La Convention et le projet de Constitution qui en découlera certainement**, sujet sur lequel les candidats devraient être « *pro-actifs* »... Au vu de l'impulsion forte que M. Giscard d'Estaing semble vouloir donner à la Convention, il ne semble pas illusoire d'espérer des répercussions à ce sujet dans le débat électoral français ;
- (2) **La problématique de l'Europe face à l'Etat-providence et à la mondialisation** : l'enjeu est l'émergence de nouvelles régulations au niveau international et il est très probable que celles-ci puissent être mieux trouvées au niveau européen que national ;
- (3) **Le thème de l'élargissement : l'absence de prise de conscience de la proximité de l'échéance est particulièrement frappante**. A cet égard, il est également inquiétant de constater que les défenseurs traditionnels de l'idée européenne en France auraient eux-mêmes peur du processus d'élargissement (en particulier dans les milieux des militants de l'Europe). La Convention doit-elle dès lors être perçue comme le dernier exercice à 15 ou le premier exercice à 25 ?
- (4) **La PAC** : directement lié au thème de l'élargissement, le sujet est toujours tabou en France (bien plus dans les milieux politiques que dans les milieux agricoles eux-mêmes, comme le constate l'intervenant), ce qui agace souvent ses partenaires européens. A cet égard, l'importance que la majorité des candidats ont souhaité donner à leur présence respective au dernier salon de l'agriculture est symptomatique.

2. L'EUROPE ET LA SOCIETE FRANÇAISE AUJOURD'HUI :

Christian Lequesne a d'abord tenté d'identifier quelques **critères déterminants permettant de définir la position de la société française face à l'Europe** :

- (1) **Le premier constat qui s'impose est celui d'un consensus qui reste très fort en France autour de l'Etat-providence** : l'attachement des Français aux services publics est en effet particulièrement marqué. Les dirigeants tentent dès lors d'articuler cette tradition française avec les conditions de la négociation européenne, ce qui les amène toutefois à des prises de position parfois relativement conservatrices ;
- (2) **En même temps, les principaux éléments constitutifs de la société économique et civile se sont aujourd'hui très largement ouverts à l'idée même d'une concurrence de différents modèles de sociétés en Europe** dans le cadre du processus d'intégration communautaire. *A contrario*, la haute fonction publique française serait en règle générale plus conservatrice sur l'Europe, avec une vision plus intergouvernementale, d'où un certain attrait exercé par le discours tenu par M. Chevènement. Les militaires - par opposition aux diplomates - auraient eux bénéficié d'un véritable « *processus de socialisation par l'opérationnel* » et seraient dès lors plus ouverts aux réalités de l'Europe sur le terrain.
- (3) **En ce qui concerne enfin les représentants de la société civile à l'échelon local, leur participation au débat permet de constater à la fois un faible intérêt pour les questions institutionnelles** (d'où la difficulté de rendre l'Europe plus légitime en se focalisant sur ce sujet), **et à l'inverse une forte demande d'Europe sur les trois thèmes suivants** :
 - les questions directement liées aux aspects professionnels (mise en place d'un contrat de travail européen, formation, reconnaissance des diplômes, etc...) ;
 - le thème du « social » et en particulier l'adaptation des acquis de l'Etat-providence au schéma communautaire ;
 - les questions environnementales.

De manière plus générale, Christian Lequesne constate que l'avenir du modèle social économique européen reste la principale préoccupation des Français au sujet de l'Europe.

Quelles devraient être dès lors les priorités européennes du futur gouvernement français ? Christian Lequesne en identifie cinq, sans que ceci constitue toutefois une liste exhaustive :

- (1) **être « *pro-actif* » plutôt que réactif sur la Convention** (l'extension de la majorité qualifiée reste un point très important pour l'avenir de l'intégration communautaire) ;
- (2) **réfléchir à la cohérence de l'action extérieure des Etats européens avec la PESC** (l'après 11 septembre a d'ailleurs prouvé que les attentes étaient fortes à l'égard de l'Europe...). Sur ce sujet, deux idées sont mises en avant par l'orateur: d'une part, le thème du fossé Nord / Sud est loin d'être obsolète et ne devrait donc pas être considéré comme réglé. D'autre part, l'idée d'une régulation mondiale accrue (à titre d'exemple, réactivation de l'OIT) devrait être défendue : l'Europe régule en effet au-delà de l'Etat et constitue par conséquent la preuve que la mise en place de règles du jeu au niveau mondial n'est pas illusoire ;
- (3) **exploiter les potentialités de la mise en place réussie de la monnaie unique** (et ce d'autant plus que « l'euro 12 » pourrait ne pas tarder à devenir « l'euro 14 » avec la participation future du Royaume Uni et de la Suède) ;
- (4) **ne pas résister à l'idée d'une Constitution pour l'Europe et défendre une prochaine CIG aussi courte que possible** ;
- (5) **et enfin sur le thème de l'élargissement, ne pas opposer la vision méditerranéenne à l'extension vers l'Est**. De même, Christian Lequesne juge nécessaire de ne pas trop se focaliser sur les coopérations renforcées, mais bien plus sur la poursuite d'une intégration commune ;

Un débat libre avec les participants a clos l'intervention.